



La Plateforme Euro-Marocaine Migration, Développement, Citoyenneté, Démocratie

Qui sommes-nous ?

La plateforme Euro-Marocaine migration, développement, citoyenneté, démocratie est la coordination transnationale des ONG européennes et marocaines de développement solidaire et d'actions citoyennes.

Elle rassemble aujourd'hui plus de 105 ONG. Toutes ces associations mènent des actions effectives en rapport direct avec le développement, la citoyenneté, la démocratie, l'économie solidaire, la protection de l'environnement, la défense des droits humains dans l'immigration mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

La plateforme assure une triple mission d'appui à la professionnalisation des ONG au Nord comme au Sud, de représentation de leurs positions auprès des institutions publiques et privées dans le monde et de valorisation de l'apport de l'immigration dans le développement. Elle développe des services de veille, de diffusion d'information, de conseil et de formation. Elle anime des commissions de travail thématiques composées de ses membres, mobilisées sur des enjeux majeurs de la solidarité et de son lien direct ou indirect avec l'immigration.

Animation :

La plateforme est portée aujourd'hui par 7 associations issues de l'immigration marocaine à savoir :

Al Maghreb (Iles Baléares/Espagne),

CODENAF (Séville/Espagne),

EMCEMO (Amsterdam/pays Bas),

IDD (Paris/France),

Khamsa (Nancy/ France),

Migration et Développement (Marseille/France)

Na'oura (Bruxelles/Belgique).

Mission :

La plateforme euro-marocaine "Migration, Développement, Citoyenneté, Démocratie" vise à favoriser la convergence des actions, à proposer une stratégie de plaidoyer collectif et à renforcer et élargir les partenariats Nord-Sud.

Elle cherche à créer une synergie entre les ONG actives dans le domaine du développement solidaire afin de doter leurs actions d'une masse critique suffisante, permettant ainsi de pérenniser leurs dynamiques.

La plateforme, ne se substitue pas aux missions et aux projets des Organisations partenaires, mais elle contribue à faciliter une convergence des agendas et la consolidation des synergies déjà initiées au niveau des projets sur le terrain.

Valeurs, principes et éthique partagés

Les membres de la plateforme Euromarocaine MDCD

- Adoptent les valeurs associatives et de la solidarité. Leur engagement est fondé sur la dignité, la justice sociale et l'égalité entre les femmes et les hommes. Leur action est marquée par le respect des valeurs démocratiques et par l'indépendance.
- Plaident pour une gestion concertée avec tous les acteurs et les ONG de migrants dans le processus d'identification des besoins, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques en matière de migration, de migration et développement et de leur cohérence avec les projets de développement.
- Invitent les pouvoirs publics du Maroc comme des pays de résidence à procéder à une évaluation participative de la dynamique internationale entreprise en matière de migration et développement.
- Demandent la dissociation de la politique restrictive de gestion des flux migratoires menée dans le sens de limitation des mobilités, l'externalisation du contrôle des frontières et du droit d'asile, et le conditionnement de l'aide publique à la signature d'accords de réadmission.
- Considèrent que le succès des politiques en matière de migration et développement repose sur une forte implication des migrants, mobilisant leurs connaissances et savoir-faire, et une mutualisation des ressources des acteurs associatifs en vue de visions et de stratégies communes d'où la nécessité du soutien de la mise en réseau des associations de migrants impliqués dans le développement, et de la promotion des partenariats et des projets en renforçant leur capacité d'action au Maroc comme dans les pays de résidence.

Les thématiques, les combats et les recommandations

- La libre circulation
- Les droits fondamentaux
- Les discriminations et le racisme
- La citoyenneté et la participation politique
- La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.
- Migration, Développement et solidarité
- La promotion du rôle des migrants dans le Développement au Nord comme au Sud

Relever six défis majeurs

1-Faire évoluer le statut des marocains du Monde en Europe :

- a. Le statut avancé
- b. Les conventions bilatérales

2-Faire évoluer le statut des marocains du Monde vis-à-vis du Maroc :

- a. La participation politique
- b. La place des Marocains du Monde dans les différentes institutions (CES, IRCA, etc...)
- c. Le CCME

3-Promouvoir le rôle des marocains dans le développement du Maroc :

- a. Partenariats pour le Développement et la solidarité
- b. L'Observatoire

4- Renforcer la place de la Plateforme au sein du mouvement migratoire international :

- a. GFMD
- b. Coalition globale des migrants
- c. Assemblée Mondiale des migrants
- d. Dialogue de Haut Niveau Migration et Développement

5-Renforcer la place de la plateforme en tant qu'acteur de concertation avec les pouvoirs publics en Europe comme au Maroc :

- a. Animation des rencontres et débats en Europe
- b. Animation des rencontres et débats au Maroc
- c. Organisation de l'Université d'Eté au Maroc

6- Communication

- a. Editer une revue tous les trimestres
- b. Animer un site internet
- c. Accéder aux médias audiovisuels

Conclusion

Le succès des politiques en matière de migration et développement repose sur une forte implication des migrants, mobilisant leurs connaissances et savoir-faire, et une mutualisation des ressources des acteurs associatifs. Ceci implique la nécessité du soutien à la mise en réseau des associations de migrants impliqués dans le développement, et la promotion des partenariats et des projets en renforçant leur capacité d'action au Maroc comme dans les pays de résidence.

La plateforme continuera à travailler dans un cadre participatif et de coordination avec les différents acteurs civils internationaux pour peser et influencer les politiques publics au Nord comme au Sud afin de les rendre plus cohérentes, plus respectueuses des droits humains et plus soucieuses des souffrances humaines.



Le point de vue de la Plateforme Euro marocaine MDCD

Après la rencontre d'Athènes, la Plateforme Euromarocaine MDCD était présente à New York pour participer les 13 et 14 juillet aux préparatifs de la réunion du 15 juillet qui a eu lieu au siège de l'ONU.

De phénomène naturel, car elle était le premier acte que les êtres humains ont entrepris pour lutter contre la fatalité de leur naissance dans un lieu qui n'ont pas choisi et qui leur est hostile, l'immigration est devenu un phénomène qui suscite beaucoup de passion et d'intérêt. Il devient même un acte suspicieux si on vient du Sud et de surcroit pauvre et sans compétence académique. Bref, si on est celui qui devrait être le plus naturellement candidat à l'immigration !

Il faut se poser la question pourquoi tant d'être humain préfèrent affronter le désert, les mers, les océans et les barbelés électrifiés ? Pourquoi arriver à un tel acte qui paraît suicidaire à nous tous ? Sans faire d'effort intellectuel, avec les politiques mises en places par les Etats, il est beaucoup plus facile et moins déshumanisant d'affronter ces dangers que de subir les pires humiliations dans les consulats pour avoir un visa.

Le cri du cœur que nous poussons, nous militants des structures démocratiques de l'immigration, afin de parler des gens qui sont chaque jour victimes d'une politique globalisante et dont les souffrances n'émeuvent plus personne.

A la Plateforme Euro marocaine MDCD, nous nous considérons comme une structure des migrants avec ou sans papier, des Etrangers avec ou sans droit et travailleurs avec ou sans emploi.

La Plateforme invite les Etats de faire une rupture avec les politiques paternalistes. De faire confiance aux citoyens et les faire participer de façon directe, non seulement aux débats mais aussi à la mise en œuvre des projets qu'ils sont capables d'inventer.

Le rôle des Etats est amené à évoluer au même titre que celui des élus (nationaux ou locaux). Il est temps de ne plus opposer la démocratie représentative à la démocratie participative.

Il est temps de mettre en place les instruments juridiques pour instaurer une vraie participation citoyenne. Dans cette nouvelle configuration nous aurons des Etats facilitateurs, des élus animateurs et des citoyens acteurs de leur destin.

Une gouvernance mondiale des mouvements et déplacements des êtres humains est à mettre en place de façon urgente.

A ce titre nous soutenons sans réserve les recommandations de la société civile réunie les 13 et 14 juillet dernier à New York.

En tant que mouvement démocratique issu des migrations, nous avons joué un rôle important de transmission des valeurs de démocratie et de liberté. Nous avons mené de front le combat contre les injustices et l'arbitraire et pour l'émancipation des peuples. Armés de nos plumes et de nos convictions nous n'avons épargné aucun effort pour crier haut et fort que d'autres politiques sont possibles au Nord pour réformer la démocratie et permettre l'égalité des droits entre tous les résidents et au Sud pour l'accès aux droits fondamentaux pour tous et par tout en instaurant des vrais Etats de droit dotés d'institutions démocratiquement investies.

Fidèles à nous même et dans un esprit de synchronisation de l'image et du son, notre discours reflète exactement nos actions. Sans nihilisme ni soumission, nous avons toujours exprimé notre conception du partenariat avec les institutions au Nord comme au Sud. Ce partenariat ne peut être fondé que sur l'indépendance, la liberté d'action et la confiance.

Dans ce contexte de crise globale, où les politiques n'arrivent pas à trouver des solutions aux dommages causés par les bouleversements qu'a connu le monde ces dernières décennies, nous pensons qu'il est primordial de valoriser et de soutenir les actions associatives qui répondent aux besoins des populations en matière de lutte contre la pauvreté, la précarité, la marginalisation par l'handicap, l'âge, l'argent, la religion ou le sexe. Ils se battent contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'islamophobie. La cohésion mondiale est la seule garantie pour la paix et l'amitié entre les communautés. Tout ce que nous entreprenons ensemble vise à bâtir des ponts de solidarité, des chemins de croisements des cultures et des moments d'échange, de tolérance et d'amitiés.

Aujourd'hui plus que jamais, les réseaux transnationaux sont appelés à jouer un rôle primordial dans le plaidoyer et la convergence des luttes. Le fil conducteur entre nos structures en Europe, en Afrique, en Asie ou en Amérique Latine, est cette soif de justice sociale, et cette profonde conviction que la solidarité est une force face aux politiques de marginalisation, d'exclusion et de stigmatisation. L'accès aux droits fondamentaux pour tous est la seule garantie pour l'édification d'un monde juste et équitable. Le monde aujourd'hui n'est plus une juste juxtaposition de communautés ; l'actualité prouve au quotidien que les destins des peuples sont étroitement liés.

L'émancipation des peuples passe par l'édification des Etats de droit qui élargissent les espaces de liberté, encouragent les initiatives collectives et garantissent la démocratie participative.

Des Etats qui n'instrumentalisent pas, qui ne s'ingèrent pas et qui ne « paternalisent » pas vis à vis des populations. Des Etats qui prennent en compte sur le même pied d'égalité tous les résidents du territoires qu'ils sont

sensés administrer. Des Etats qui ne se contentent pas des effets d'annonce et de bonnes intentions qui restent la plupart du temps lettre morte.

Les révoltes des peuples étaient déclenchées en 2011 afin de mettre ces exigences à l'ordre du jour.

Nous gardons nos croyances positives, car nous sommes convaincus que, et ce n'est pas de moi : ce que nous croyons devient nos pensées, nos pensées deviennent nos paroles, nos paroles deviennent nos actions, nos actions deviennent nos habitudes, nos habitudes deviennent nos valeurs et nos valeurs deviennent notre destinée.

Les recommandations

Le dialogue de haut niveau des Nations Unies Migrations et Développement est organisé dans un contexte particulièrement délicat. Le monde traverse une crise profonde porteuse de graves dangers économiques, culturels et sociaux. Cette crise peut engendrer le pire comme le meilleur. Les migrants à travers le monde sont l'une des catégories sociales les plus vulnérables, variable d'ajustement de politiques de courte vue sur le plan économique, victimes d'une montée inquiétante du racisme, de la xénophobie et du rejet de l'Autre. Au Sud comme au Nord, les migrants sont les éternels bouc-émissaires d'un système basé sur le profit et la déshumanisation des rapports entre les peuples.

Face à ces dangers, nous sommes au carrefour de choix historiques : Soit continuer dans une impasse d'égoïsmes nationaux et régionaux, se barricadant derrière des murs visibles et invisibles, menant des politiques faisant le lit des bêtes immondes, n'hésitant pas à souffler sur les braises pour mettre à l'index les migrants source, selon eux, de tous les maux de la société.

Soit saisir ces énormes défis pour initier une nouvelle vision du monde capable de mobiliser les énergies positives des peuples et la solidarité internationale, mettant l'Homme au cœur de tout projet de développement humain.

Nous associations et plateformes issues des migrations internationales, préconisons l'urgence et la nécessité de mener une nouvelle politique migratoire au niveau mondial s'appuyant sur des idées-forces novatrices, en particulier :

1- La libre circulation et d'installation de toutes et de tous :

Dans son rapport 2009 sur le développement humain, le PNUD a démontré que les migrants sont les principaux vecteurs du développement loin devant l'aide publique de développement (APD). La production des richesses humaines, économiques et culturelles passe par la libre circulation des êtres humains source d'accumulation, d'échange et de connaissance mutuelle entre les peuples et les individus. Les barrières érigées entre le Nord et le Sud sont non seulement inefficaces mais surtout mènent des pans entiers de la jeunesse des pays du Sud vers la mort certaine dans le plus grand cimetière marin du

monde qu'est devenu la méditerranée, ou contre des murs électrifiés (ex. à Ceuta, Melilla, frontière mexico-américaine...).

2- La reconnaissance des droits politiques et civiques des migrants :
Le statut d'infra-droit des migrants à travers le monde aggrave les inégalités, exacerbe les tensions entre les différentes composantes des sociétés et renforce l'extrême droite dans ses campagnes haineuses contre les plus démunis.

L'égalité des droits économiques, sociaux, culturels et politiques basée sur la résidence est le seul fondement juridique qui doit régir les rapports entre les hommes et les femmes à travers le monde.

3- La gouvernance démocratique des questions migratoires :
Alors que l'immigration est au cœur d'enjeux planétaires, elle reste prisonnière de politiques nationales ou régionales essentiellement sécuritaires. Il est temps que les mécanismes et les instruments mis en place au niveau mondial puissent intégrer les droits des migrants dans la transparence. Des actes urgents sont nécessaires à poser, notamment :

- La ratification par tous les Etats membres des Nations Unies de la convention internationale des droits des migrants et de leurs familles.
- L'inscription des migrations internationales dans l'agenda post 2015 des Objectifs Mondiaux du Millénaire (OMD) comme axe transversal.
- L'association systématique des OSIM (Organisations de Solidarité Internationales Migrantées) dans les espaces de réflexion et de décision concernant les migrations internationales.

Le Plaidoyer

En ce qui concerne, le plaidoyer nous sommes conscient que tous les programmes de développements apportent des changements systématiques durables. Néanmoins le travail de plaidoyer de la société civile apporte l'éclairage nécessaire émanant directement des populations concernées par ces programmes de développement.

A ce titre, ce travail doit être reconnue par les pouvoirs publics et nous sommes demandeur de l'instauration d'un dialogue stratégique avec les institutions étatiques en Europe comme au Maroc.

Au niveau international,

- La plateforme est préoccupée par les retombées de la crise économique en Europe et des conséquences de l'instabilité politique dans les pays de la zone MENA (Tunisie, Libye, Egypte, Syrie) sur les Marocains y résidant.
- La plateforme appelle les pays non-signataires de la Convention des droits des migrants et de leur famille à rejoindre ce cadre juridique et ceux, comme le Maroc, l'ayant signée et ratifiée, à la respecter, conformément aux dispositions constitutionnelles, et à s'ériger en modèle de respect des conventions internationales, notamment concernant les migrants subsahariens vivant sur son territoire.
- La plateforme exige la célébration par le Maroc de la journée internationale contre le racisme le 21 Mars de chaque année afin de sensibiliser la société marocaine à ce fléau, à l'instar de la communauté internationale.

- La plateforme appelle le gouvernement marocain à faire pression auprès des pays accueillant les Marocains du Monde à être contraints par ce texte ainsi que l'ensemble des conventions internationales.
- D'autre part, la plateforme est présente aux rencontres internationales comme le Forum Mondial Migration Développement et les Forums sociaux où, en collaboration avec la société civile internationale impliquée autour de ces thématiques, elle oeuvre à la sensibilisation des gouvernements et des structures supranationales à la mise en place des politiques migratoires en concordance avec les principes de gouvernance démocratique en transparence, et ce, à travers une approche droits humains et appelle à son inclusion dans les processus décisionnels.

Au niveau de l'Europe :

- La plateforme condamne l'acceptation de l'islamophobie, la normalisation de la discrimination et la banalisation des actes de racisme qui contribuent à un climat de défiance envers les migrants, toujours plus précaires et vulnérables dans un contexte de crise économique où, premières cibles et victimes, ils sont représentés comme fauteurs de trouble et origine de tous les maux de la société.
- La plateforme appelle au respect des droits fondamentaux et à la dignité de tous les migrants et au renforcement du cadre juridique relatif aux migrants, notamment l'élévation de l'islamophobie comme forme de discrimination et racisme au même titre que l'antisémitisme. C'est dans ce cadre que la plateforme ambitionne l'organisation d'une rencontre au parlement européen pour poser au coeur de l'Union Européenne, récemment récompensée du Prix Nobel de la Paix, la question des migrants et la mise en place d'un nouveau paradigme en terme de politique européenne les concernant, respectueuse des fondements de l'Union.

Au niveau du Maroc :

- la plateforme exige du gouvernement marocain de suivre avec attention la situation de ses ressortissants dans les pays d'installation, qu'il rappelle les gouvernements amis à l'ordre en cas de non respect des engagements, qu'il soutienne les parties civiles lors des affaires où les marocains du monde sont victimes d'actes de racisme ou d'instances de discrimination, qu'il défende le respect de la dignité de ses ressortissants et leur identité, entre autres mesures.
- Concernant la constitution nouvellement en vigueur, la plateforme conçoit le processus de sa mise en oeuvre comme un rendez-vous avec la concertation démocratique à ne pas manquer pour le Maroc. C'est dans cette veine que la plateforme exige que la société civile marocaine établie à l'étranger dans sa diversité soit un interlocuteur incontournable dans le processus de réalisation de son application.
- La plateforme requiert du gouvernement une mise en oeuvre démocratique et dans le dialogue avec la société civile lors de la traduction en lois organiques des articles de la constitution concernant les migrants, afin de garantir leur pertinence et acceptation par ces derniers, animés par leur devoir de citoyen oeuvrant pour la consolidation de l'Etat de droit.
- Par rapport aux questions centrales de citoyenneté et de participation politique, la plateforme demande l'intégration, la représentation et la représentativité dans la transparence des marocains du monde au sein des

deux chambres du parlement à travers la mise en place du vote et de l'éligibilité à partir des pays de résidence, conformément aux dispositions constitutionnelles.

- Au sujet de la démocratie participative, fondement de l'esprit constitutionnel, la plateforme exige une participation représentative dans l'ensemble des instances, institutions et conseils afin de réaliser une gouvernance démocratique qui incluse l'ensemble des composantes de la société marocaine, notamment celle résidant à l'étranger.
- Aussi, la plateforme appelle le gouvernement à consulter la société civile concernant l'axe stratégique de sa politique migratoire afin de l'inclure dans l'articulation des orientations de ses politiques futures.

Déclaration

Le dialogue de haut niveau des Nations Unies Migrations et Développement est organisé dans un contexte particulièrement délicat. Le monde traverse une crise profonde porteuse de graves dangers économiques, culturels et sociétaux. Cette crise peut engendrer le pire comme le meilleur. Les migrants à travers le monde sont l'une des catégories sociales les plus vulnérables, variable d'ajustement de politiques de courte vue sur le plan économique, victimes d'une montée inquiétante du racisme, de la xénophobie et du rejet de l'Autre. Au Sud comme au Nord, les migrants sont les éternels bouc-émissaires d'un système basé sur le profit et la déshumanisation des rapports entre les peuples.

Face à ces dangers, nous sommes au carrefour de choix historiques : Soit continuer dans une impasse d'égoïsmes nationaux et régionaux, se barricadant derrière des murs visibles et invisibles, menant des politiques faisant le lit des bêtes immondes, n'hésitant pas à souffler sur les braises pour mettre à l'index les migrants source, selon eux, de tous les maux de la société.

Soit saisir ces énormes défis pour initier une nouvelle vision du monde capable de mobiliser les énergies positives des peuples et la solidarité internationale, mettant l'Homme au cœur de tout projet de développement humain.

Nous associations et plateformes issues des migrations internationales, préconisons l'urgence et la nécessité de mener une nouvelle politique migratoire au niveau mondial s'appuyant sur des idées-forces novatrices, en particulier :

1- La libre circulation et d'installation de toutes et de tous :

Dans son rapport 2009 sur le développement humain, le PNUD a démontré que les migrants sont les principaux vecteurs du développement loin devant l'aide publique de développement (APD). La production des richesses humaines, économiques et culturelles passe par la libre circulation des êtres humains source d'accumulation, d'échange et de connaissance mutuelle entre les peuples et les individus. Les barrières érigées entre le Nord et le Sud sont non seulement inefficaces mais surtout mènent des pans entiers de la jeunesse des pays du Sud vers la mort certaine dans le plus grand cimetière marin du monde qu'est devenu la Méditerranée, ou contre des murs électrifiés (ex. à Ceuta, Melilla, frontière mexico-américaine...).

2- La reconnaissance des droits politiques et civiques des migrants :

Le statut d'infra-droit des migrants à travers le monde agrave les inégalités, exacerbe les tensions entre les différentes composantes des sociétés et renforce l'extrême droite dans ses campagnes haineuses contre les plus démunis.

L'égalité des droits économiques, sociaux, culturels et politiques basée sur la résidence est le seul fondement juridique qui doit régir les rapports entre les hommes et les femmes à travers le monde.

3- La gouvernance démocratique des questions migratoires :

Alors que l'immigration est au cœur d'enjeux planétaires, elle reste prisonnière de politiques nationales ou régionales essentiellement sécuritaires. Il est temps que les mécanismes et les instruments mis en place au niveau mondial puissent intégrer les droits des migrants dans la transparence. Des actes urgents sont nécessaires à poser, notamment :

- La ratification par tous les Etats membres des Nations Unies de la convention internationale des droits des migrants et de leurs familles.
- L'inscription des migrations internationales dans l'agenda post 2015 des Objectifs Mondiaux du Millénaire (OMD) comme axe transversal.
- L'association systématique des OSIM (Organisations de Solidarité Internationales Migrantes) dans les espaces de réflexion et de décision concernant les migrations internationales.



Lettre ouverte au Chef du gouvernement du Royaume du Maroc,

aux Présidents des Groupes Parlementaires de la Chambre des Représentants,

aux Présidents des Groupes Parlementaires de la Chambre des Conseillers.

OBJET : Séance du 8 mai 2013 sur les Marocains Résidents à l'Étranger

**Déclaration de la Plateforme Euro-marocaine Migration Développement Citoyenneté et
Démocratie**

A propos de la Plateforme

La Plateforme Euro-marocaine Migration Développement Citoyenneté et Démocratie (MDCD) est la coordination transnationale des ONG européennes et marocaines de développement solidaire et d'actions citoyennes, rassemblant aujourd'hui une centaine d'organisations menant des actions effectives en rapport direct avec le développement, la citoyenneté, la démocratie, l'économie solidaire, la protection de l'environnement, la défense des droits humains dans l'immigration mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

La Plateforme Euro-marocaine MDCD est une association internationale de droit Belge dont le siège est situé à Bruxelles.

Déclaration

En prévision du débat à la chambre des conseillers le 8 mai 2013 à Rabat portant sur l'immigration marocaine, la Plateforme Euro-marocaine MDCD interpelle l'ensemble du gouvernement et des élus des deux chambres autour des questions fondamentales suivantes :

I Pour une Politique Migratoire Gouvernementale en Concertation avec la Société Civile

Dans un contexte de multiplication des processus décisionnels et consultatifs à l'international et au plus haut niveau (Fora Mondiaux, Dialogue de Haut Niveau à l'ONU, Sommets du « Groupe des 10 », etc.), nous constatons la présence passive du gouvernement marocain et de ses plus hautes autorités sans l'articulation claire d'une position et ce, en l'absence de consultation préalable avec la société civile.

La Plateforme Euro-marocaine MDCD appelle à un débat entre représentants de la société civile et gouvernement afin que la position de celui-ci soit au plus près des besoins des ressortissants marocains et que les intérêts de ces derniers soient représentés, notamment en prévision du dialogue de haut-niveau à l'ONU prévu le 4 Octobre 2013 à New-York. Ce sommet décisif aura lieu après une série de rencontres afin d'évaluer celles-ci et d'articuler une politique internationale sur les thèmes de migrations et développement qui selon nous, se devrait fondée sur une approche droit et dissociée de la politique restrictive de gestion des flux migratoires



La consultation de la société civile marocaine concernant l'axe stratégique de la politique migratoire du gouvernement doit ainsi être inclue dans l'articulation des orientations des politiques futures, en vertu de l'impératif constitutionnel de démocratie représentative et participative.

II Pour une Prise de Position du Gouvernement en Faveur des Marocains du Monde

La Plateforme Euro-marocaine MDCD déplore le non-respect des accords bilatéraux, des déclarations et conventions internationales signés ou non par les Etats accueillant la diaspora marocaine, notamment dans un contexte de crise où les acquis sociaux des migrants et la notion même d'Egalité entre citoyens sont mis en danger.

Ainsi, aux Pays-Bas, la politique Néerlandaise menace en premier lieu les binationaux d'origine marocaine, aujourd'hui de diminution mais surtout visant la cessation de tout transfert des prestations sociales hors de l'Union Européenne. Cette politique est en contradiction avec les accords bilatéraux entre le Maroc et les Pays-Bas, cependant que le Maroc ne prend pas les mesures adéquates afin de rétablir leur respect.

La Plateforme requiert du gouvernement marocain de faire pression auprès des pays accueillant ses ressortissants afin qu'ils ratifient, mettent en œuvre et respectent les conventions et déclarations internationales et accords bilatéraux incluant les droits des migrants d'une part. D'autre part, la Plateforme appelle le gouvernement marocain à actualiser l'arsenal juridique défendant les migrants en l'enrichissant afin que la dignité et la citoyenneté des migrants soient garanties.

La Plateforme Euro-marocaine MDCD exige du gouvernement marocain une politique de défense des droits de ses ressortissants et une condamnation ferme des politiques discriminatoires, racistes, islamophobes et non respectueuses des conventions internationales de protection des droits des migrants et de leurs familles.

III Pour une Mise en Œuvre des articles de la Constitution relatifs aux migrants

La Plateforme Euro-marocaine MDCD déplore depuis la promulgation de la constitution de 2011 l'absence de volonté des pouvoirs exécutifs et législatifs pour sa mise en œuvre. Les articles 16, 17, 18, 30 et 163 représentent autant d'acquis constitutionnels pour les migrants qui ne sont toujours pas traduits en articles de lois. Ce processus de mise en œuvre se devra d'être en concertation avec la société civile issue de la migration afin de garantir leur pertinence et acceptation.

La Plateforme Euro-marocaine MDCD appelle le gouvernement et les élus à une mise en œuvre immédiate et démocratique de la constitution, notamment concernant les organes et structures liés à la migration, qui suivent aujourd'hui encore un fonctionnement en claire contradiction avec le texte constitutionnel et ses impératifs de bonne gouvernance et de démocratie participative et représentative.



La Plateforme Euro-marocaine MDCD interpelle le gouvernement marocain concernant la participation représentative dans l'ensemble des instances, institutions et conseils afin de réaliser une gouvernance démocratique qui inclue l'ensemble des composantes de la société marocaine, notamment celle résidant à l'étranger.

La Plateforme Euro-marocaine MDCD exige l'intégration, la représentation et la représentativité dans la transparence des marocains du monde au sein des deux chambres du parlement à travers la mise en place du vote et de l'éligibilité à partir du pays de résidence, conformément aux dispositions constitutionnelles.

IV Pour une Conférence sur les Migrations entre Gouvernement et Société Civile

La Plateforme Euro-marocaine MDCD appelle à l'organisation d'une rencontre entre représentants du gouvernement et des institutions législatives et de la société civile issue de la migration marocaine autour de la politique migratoire stratégique d'une part et de la démocratie et citoyenneté participative d'autre part afin que la politique migratoire de l'Etat marocain soit en concertation avec ses ressortissants issus de la migration, et ce, conformément à l'esprit et au texte constitutionnel.

Pour le secrétariat de la plateforme Euro-marocaine Migration Développement Citoyenneté Démocratie,

Latif Mortajine, Président de la Plateforme Euro-marocaine MDCD

Abdou Menebhi, Secrétaire de la Plateforme Euro-marocaine MDCD

Secrétariat de la plateforme Euro-marocaine Migration Développement Citoyenneté
Démocratie :

EMCEMO

3e Weteringdwarsstraat 24, 1017 TC Amsterdam. Postbus 59676 1040 LD Amsterdam. Pays Bas
Tel: 0031(0)20 - 428 88 25 Fax: 0031(0)20 – 463 62 22 /E-mail: emcemo1@gmail.com

Déclaration de Tanger



اللقاء الدولي للارضية الاورومغربية
من أجل تقوية وتوسيع شراكات فعالة
RENCONTRE INTERNATIONALE DE LA PLATEFORME MDCD
Concertation pour des partenariats plus efficaces
Tanger 7, 8 et 9 Décembre 2012

PLATE FORME **Euro-Marocaine**

MIGRATION, DÉVELOPPEMENT, CITOYENNETÉ ET DÉMOCRATIE
الأرضية الأورومغربية الهجرة والتنمية والمواطنة والديمقراطية

Réunie à Tanger les 07,08 et 09 décembre 2012 les associations de la plateforme MDCD déclarent :

La plateforme Euromarocaine Migration, Développement, Citoyenneté, Démocratie est porteuse d'une grande valeur ajoutée qui va bien au delà d'un simple programme thématique ou de financement.

Ainsi, un de nos moments forts était l'adhésion du Conseil des Migrants Subsahariens au Maroc (CMSM) à la plateforme, voix des immigrés subsahariens dont les conditions se détériorent dans un contexte de recrudescence des actes de racisme au Maroc.

La rencontre de Tanger ne se voulait pas une simple discussion sur les orientations ou une quelconque énumération d'un catalogue de revendications. La rencontre de Tanger, en plus de tracer les grandes lignes du plaidoyer collectif de ses membres, elle s'est forcée à mettre en place un plan d'action à court et moyen terme que nous voulons efficace, pertinent et innovateur.

(1) *En ce qui concerne, le plaidoyer nous sommes conscient que tous les programmes de développements apportent des changements systématiques durables. Néanmoins le travail de plaidoyer de la société civile apporte l'éclairage nécessaire émanant directement des populations concernées par ces programmes de développement. A ce titre, ce travail doit être reconnue par les pouvoirs publics et nous sommes demandeur de l'instauration d'un dialogue stratégique avec les institutions étatiques en Europe comme au Maroc.*

Au niveau international,

- La plateforme est préoccupée par les retombées de la crise économique en Europe et des conséquences de l'instabilité politique dans les pays de la zone MENA (Tunisie, Lybie, Egypte, Syrie) sur les Marocains y résidant.
- La plateforme appelle les pays non-signataires de la Convention des droits des migrants et de leur famille à rejoindre ce cadre juridique et ceux, comme le Maroc, l'ayant signée et ratifiée, à la respecter, conformément aux dispositions constitutionnelles, et à s'ériger en modèle de respect des conventions internationales, notamment concernant les migrants subsahariens vivant sur son territoire.
- La plateforme exige la célébration par le Maroc de la journée internationale contre le racisme le 21 Mars de chaque année afin de sensibiliser la société marocaine à ce fléau, à l'instar de la communauté internationale.
- La plateforme appelle le gouvernement marocain à faire pression auprès des pays accueillant les Marocains du Monde à être contraints par ce texte ainsi que l'ensemble des conventions internationales.
- D'autre part, la plateforme est présente aux rencontres internationales comme le Forum Mondial Migration Développement et les Forums sociaux où, en collaboration avec la société civile internationale impliquée autour de ces thématiques, elle œuvre à la sensibilisation des gouvernements et des structures supranationales à la mise en place des politiques migratoires en concordance avec les principes de gouvernance démocratique en transparence, et ce, à travers une approche droits humains et appelle à son inclusion dans les processus décisionnels.

Au niveau de l'Europe :

- la plateforme condamne l'acceptation de l'islamophobie, la normalisation de la discrimination et la banalisation des actes de racisme qui contribuent à un climat de défiance envers les migrants, toujours plus précaires et vulnérables dans un contexte de crise économique où, premières cibles et victimes, ils sont représentés comme fauteurs de trouble et origine de tous les maux de la société.
- La plateforme appelle au respect des droits fondamentaux et à la dignité de tous les migrants et au renforcement du cadre juridique relatif aux migrants, notamment l'élévation de l'islamophobie comme forme de discrimination et racisme au même titre que l'antisémitisme. C'est dans ce cadre que la plateforme ambitionne l'organisation d'une rencontre au parlement européen pour poser au cœur de l'Union Européenne, récemment récompensée du Prix Nobel de la Paix, la question des migrants et la mise en place d'un nouveau paradigme en terme de politique européenne les concernant, respectueuse des fondements de l'Union.

Au niveau du Maroc :

- la plateforme exige du gouvernement marocain de suivre avec attention la situation de ses ressortissants dans les pays d'installation, qu'il rappelle les gouvernements amis à l'ordre en cas de non respect des engagements, qu'il soutienne les parties civiles lors des affaires où les marocains du monde sont victimes d'actes de racisme ou d'instances de discrimination, qu'il défende le respect de la dignité de ses ressortissants et leur identité, entre autres mesures.
- Concernant la constitution nouvellement en vigueur, la plateforme conçoit le processus de sa mise en œuvre comme un rendez-vous avec la concertation démocratique à ne pas manquer pour le Maroc. C'est dans cette veine que la plateforme exige que la société civile marocaine établie à l'étranger dans sa diversité soit un interlocuteur incontournable dans le processus de réalisation de son application.
- La plateforme requiert du gouvernement une mise en œuvre démocratique et dans le dialogue avec la société civile lors de la traduction en lois organiques des articles de la constitution concernant les migrants, afin de garantir leur pertinence et acceptation par ces derniers, animés par leur devoir de citoyen œuvrant pour la consolidation de l'Etat de droit.
- Par rapport aux questions centrales de citoyenneté et de participation politique, la plateforme demande l'intégration, la représentation et la représentativité dans la transparence des marocains du monde au sein des deux chambres du parlement à travers la mise en place du vote et de l'éligibilité à partir des pays de résidence, conformément aux dispositions constitutionnelles.
- Au sujet de la démocratie participative, fondement de l'esprit constitutionnel, la plateforme exige une participation représentative dans l'ensemble des instances, institutions et conseils afin de réaliser une gouvernance

démocratique qui incluse l'ensemble des composantes de la société marocaine, notamment celle résidant à l'étranger.

- Aussi, la plateforme appelle le gouvernement à consulter la société civile concernant l'axe stratégique de sa politique migratoire afin de l'inclure dans l'articulation des orientations de ses politiques futures.

(2) *En ce qui concerne les champs d'action, le renforcement des capacités et l'appui aux structures, trois mots clés ont été soulevés par les participants à la rencontre de Tanger :*

- Cartographie et diagnostic afin d'identifier et d'amplifier les projets et les expériences les plus pertinents.
- Créer un environnement propice pour les partenaires associatifs de migrants/ associations marocaines, Associations/collectivités et en fin associations/ institutions.
- la politique avant le financement, mais assurer le financement par la suite. la société civile donne la garantie d'une utilisation rapide, moins coûteuse et surtout directe et flexible

Afin de mettre en place ces trois orientations, il paraissait indispensable de renforcer les structures membres de la plateforme pour acquérir une plus grande légitimité, de gagner en crédibilité et d'asseoir un vrai ancrage au sein des populations En Europe comme au Maroc.

La plateforme a pris acte des dynamiques de ses membres fondateurs, dotés d'une expérience longue de plusieurs décennies et d'un savoir-faire certain et ce, même dans les cas où les moyens leur font défaut.

Les membres ayant fait preuve de grande efficacité, de gestion flexible et de proximité là où le besoin est le plus ressenti ont partagé leurs expériences avec les organisations plus novices d'une part et ont permis de lier les questions locales à de plus grandes échelles, en les faisant entrer dans le contexte des problématiques présentes au niveau global.

Les thèmes discutés regroupaient principalement : L'économie sociale et solidaire, l'éducation et la promotion de l'école publique dans le milieu rural, le renforcement des capacités et la question cruciale de formation, la construction de partenariats avec les bailleurs de fonds dans l'accompagnement et la réalisation de projets, et la promotion de projets fédérateurs afin de mutualiser les moyens. Une aide logistique comprenant une aide au montage et réalisation de projets ainsi qu'à la recherche de partenariats a été prodiguée dans le cadre de cet échange crucial de savoir-faire.

La plateforme, ayant reçu des échos positifs des agents de développement institutionnels à différentes échelles, appelle à la concrétisation des partenariats et dans cet élan à créer un groupe en charge du suivi de ces questions.

(3) Pour le Partage d'expérience et visibilité du rôle des marocains du Monde et leurs partenaires dans le Développement

L'immigration marocaine joue un rôle très important dans le développement, le transfert des savoirs et des savoirs-faire et dans l'amitié entre les communautés. Son rôle dans la diplomatie culturelle est inestimable. L'impact réel dans le développement est à évaluer à la lumière de deux objectifs :

- (i) La capacité des marocains du Monde à promouvoir et soutenir les réformes politiques, économiques, sociales et culturelles menées ou à mener au Maroc.
- (ii) La capacité des marocains du Monde à mobiliser les ressources (humaines et matériels) pour le développement économique, culturel, social et politique de leurs Régions d'origine.

Partage d'expériences et savoirs faire :

- Organiser une université d'été tous les deux ans
- Organiser une grande «braderie à projets solidaires» avec les bailleurs de fond à l'image des rencontres «entreprises/étudiants ».

Communication et visibilité :

- Editer une revue trimestrielle sur les questions relatives aux migrations, développement citoyenneté et démocratie
- Investir le champ médiatique en Europe et au Maroc
- Mettre en place un site internet dédié aux associations membres de la plateforme

Recherche et valorisation :

- Proposer des sujets de thèse sur l'immigration en lien avec le développement
- Organiser des séminaires et des rencontres entre chercheurs et acteurs associatifs.
- Doter la plateforme d'un comité scientifique.

L'Observatoire :

- L'observatoire participera au développement de la recherche dans le domaine de «migration et développement»
- La conduite des études dans ce domaine afin de mieux valoriser l'apport de l'immigration dans le développement.
- Fournir les données réelles et tangibles aux candidats à l'immigration.

Ainsi, la plateforme appelle à :

- Un engagement clair des institutions vis-à-vis de l'instauration d'un cadre pour le dialogue stratégique sur toutes les questions développées ci-dessus.
- Un engagement pour la mise en place de conventions cadres entre la plateforme et les bailleurs de fond potentiels en Europe et au Maroc.
- La création concertée des cadres permettant la valorisation du rôle des marocains du Monde dans le développement dans ces différentes dimensions.
- L'inscription de la plateforme dans une démarche participative et volontariste pour l'ancrage de ses membres dans la vie quotidienne des populations concernées en Europe comme au Maroc.
- L'engagement de la plateforme à renforcer la gouvernance démocratique de ses instances et à faire adhérer toutes les structures qui partagent les valeurs mentionnées dans sa charte fondatrice.
- L'engagement de la plateforme à travailler avec les associations de défenses des droits des migrants en Europe et au Maroc pour combattre les discriminations et pour lutter contre la montée des discours de haine et de xénophobie.

Fait à Tanger le 10 décembre 2012.



**PROPOSITION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR UN RÉSULTAT NÉGOCIÉ SOUS FORME
DE PLAN D'ACTION QUINQUENNAL À L'ISSUE DU DIALOGUE DE HAUT NIVEAU DES
NATIONS UNIES SUR LA MIGRATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE 2013**

Adressé à: Deuxième Comité de l'Assemblée Générale de l'ONU et Etats Membres des Nations Unies
Mis à jour le: 3 décembre 2012

A. Contexte

Le 15 novembre 2012, plus de 70 organisations de la société civile actives à travers le monde dans des programmes et des procédures en rapport avec la migration et le développement ont soumis au Secrétariat des Nations Unies, aux membres du Deuxième Comité de l'Assemblée Générale de l'ONU, ainsi qu'à d'autres missions de l'ONU basées à New-York, une proposition en 5 points pour une contribution de la société civile au Dialogue de Haut Niveau de 2013¹.

Les quatre premiers points concernent la manière dont la société civile pourrait s'organiser pour interagir avec les gouvernements, dans la préparation et le déroulement du DHN, et demandaient la poursuite des travaux en vue d'un résultat succinct des négociations. Le cinquième point décrivait brièvement un ensemble de quatre thèmes pour des tables rondes, et indiquait qu'une élaboration plus approfondie serait présentée sous peu.

Le présent document, élaboré par un groupe d'organisations et de réseaux de la société civile réunis à l'Île Maurice et à Manille, contribue à cette élaboration plus approfondie pour examen par le Deuxième Comité au moment où le débat sur les modalités atteint son étape finale ; il impliquera aussi davantage la société civile dans le dialogue visant l'obtention des résultats souhaités.

Au cours des deux dernières semaines, les organisations de la société civile actives à travers le monde dans la migration et le développement se sont retrouvées au Forum Mondial sur la Migration et le Développement à l'Île Maurice ainsi qu'au 5^e Forum Social Mondial sur la Migration à Manille, et ont longuement débattu au sujet du Dialogue de Haut Niveau sur la Migration et le Développement de 2013. Lors du FMMMD, les OSC qui opèrent au niveau international, régional, national et local ont expressément rencontré les hauts responsables de l'ONU, M. Thomas Stelzer et M. Peter Sutherland, lors de réunions bilatérales et plénier, et bilatéralement des représentants de gouvernements du nord et du sud. Nous avons poursuivi nos rencontres dans le cadre d'un Groupe de Travail mondial de la société civile sur le Dialogue de Haut Niveau, et lors de réunions de la Coalition mondiale sur la migration, en collaboration avec le Forum social mondial sur la migration.

B. Proposition

Convaincus que le Dialogue de Haut Niveau devrait viser des résultats plus substantiels qu'un simple résumé, et convaincus par ailleurs qu'il existe effectivement plusieurs questions ayant un potentiel et un intérêt de grande envergure, nous avons débattu du type de résultats négociés qui pourrait être raisonnablement obtenu par le DHN, aussi bien au niveau politique que dans le contexte des procédures, de l'engagement des parties prenantes et des capacités existant actuellement.

Etant entendu que ce sera un processus de dialogue continu avec les Etats membres et au sein de la société civile à mesure que l'agenda du DHN est élaboré :

¹ Disponible sur [<http://gcmigration.org/wp-content/uploads/2012/11/CSO-HLD-5-point-statement-15-Nov-2012.pdf>] Plus de cent organisations supplémentaires de la société civile ont depuis demandé que leur nom soit ajouté à la version originale de cette proposition, bientôt présentée à nouveau avec la liste complète des organisations qui la soutiennent.

1. Nous réitérons la proposition en « 5 Points » de la société civile affirmant que le DHN devrait produire « un **document succinct** rassemblant les objectifs négociés, capable de répondre aux problématiques essentielles de la gouvernance mondiale de la migration et à des actions concrètes pour que le DHN aboutisse à des résultats solides ».
2. Le document final négocié devrait toutefois avoir la forme d'un **plan d'action quinquennal**, articulé autour de **sept problématiques importantes** au maximum, intégrant au sens large le fait que des progrès sont politiquement réalisables durant cette période et peuvent être mesurés. Dans notre cas, notre façon de penser s'est modifiée en positionnant le DHN 2013 non comme un événement isolé mais comme le *début* d'un plan d'action quinquennal qui vise de manière ambitieuse mais raisonnable un changement réel dans les problématiques, et probablement un DHN ultérieur.
 - a. Le plan d'action doit inclure des repères mesurables et des délais d'action au niveau national, régional et mondial, avec l'engagement approprié de toutes les parties prenantes.
 - b. Le plan d'action doit être développé entre janvier et juin 2013 par un groupe de travail d'une durée limitée, mis en place par le Deuxième Comité et impliquant pleinement des ONG, des syndicats et d'autres représentants de la société civile, ainsi que des organisations internationales.
 - c. Le plan d'action est axé sur les rôles particuliers endossés par tous les représentants du FMMD et du système onusien, dont l'Assemblée générale, le Secrétariat, le Groupe mondial sur la migration et l'Organisation internationale du travail, dans la création et l'application de propositions, de programmes et de politiques en rapport avec la migration, le développement et les droits humains des migrants.
 - d. La société civile reconnaît l'importance d'une structure ou d'un mécanisme au sein du système onusien, qui assume la responsabilité de favoriser des actions – et mesure les progrès – entre les parties prenantes, pour l'exécution de ce plan d'action quinquennal, ayant peu de ressources. Les possibilités comprennent un groupe de travail commun aux Etats et à la société civile, doté d'une procédure de rapport et intégré à la Réunion de coordination annuelle existante, organisée par l'ONU/DEAS.
3. Nous proposons que les **sept objectifs primordiaux** du plan d'action, à atteindre en cinq ans, comprennent :
 - a. **Dans le domaine de la gouvernance de la mobilité**
 - L'identification ou la création, et l'application de normes efficaces et de mécanismes pour **réglementer l'industrie de recrutement de main-d'œuvre migrante**, un objectif dont la société civile soutient que la réalisation est à portée de main grâce à une convergence croissante vers des réformes entre pays d'origine, de transit et de destination et entre les représentants du secteur privé et les bailleurs de fonds, ainsi qu'entre les ONG, les syndicats et les migrants mêmes. Les critères pourraient inclure une synthèse globale des problèmes et des solutions existant dans le cadre du recrutement, national ou transnational ; une rencontre mondiale des membres agréés du recrutement privé, la mise en place d'un pacte sur la réduction des abus dans le domaine du recrutement, etc.
 - Des mécanismes pluripartites fiables pour répondre aux besoins d'assistance et de protection des **migrants en détresse**, notamment ceux piégés dans des situations de guerre, de conflit ou de catastrophe (d'origine naturelle ou humaine) mais dans la même logique et urgence par rapport à leur situation de migrants victimes de violences ou de traumatismes en transit. Ce point pourrait inclure une attention particulière portée aux manquements flagrants à la protection et à l'assistance aux femmes migrantes victimes de viols, aux milliers d'enfants non accompagnés et victimes d'abus le long des principaux canaux migratoires dans toutes les régions du monde. Les critères pourraient inclure des travaux supplémentaires et un

renforcement des capacités plurielles dans les structures développées par des organismes ayant des responsabilités en la matière, dont l’OIM, le HCR, et l’ONUDC, et la consolidation de pratiques et de principes pertinents existant en vertu du droit des réfugiés, du droit humanitaire et des droits humains.

b. Dans le domaine de la gouvernance de la migration et du développement

- L’intégration de la migration dans l’**agenda post-2015 du développement** permettant d’aborder la question de la contribution des migrants au développement des pays d’origine et de destination, mais aussi les possibilités d’améliorer la planification politique et la cohérence, à même de faire toujours plus de la migration un choix au lieu d’une nécessité, davantage un gain qu’une perte. Cet agenda du développement contribuerait à l’affirmation du droit de migrer comme du droit de rester dans le pays d’origine, avec un travail décent et la sécurité humaine. En ce sens, il connecte la migration aux préoccupations de l’ONU en matière d’interaction entre développement et pauvreté, santé, égalité des genres, financement du développement et développement durable, et relie la migration aux futurs objectifs pour le développement.
- Des mécanismes garantissant que **les droits du travail pour les travailleurs migrants** sont égaux aux droits des ressortissants nationaux, y compris le droit à un salaire égal et aux mêmes conditions de travail, le droit de se rassembler et de s’organiser en syndicats, et assurant la transférabilité des pensions et la mise en place de voies d’accès à la citoyenneté pour les travailleurs migrants et leur famille. Ce point reconnaît les besoins à long terme de nombreuses nations concernant les travailleurs migrants, tout en garantissant la sécurité humaine et les droits de ces travailleurs à répondre à leur besoin de développement, leurs nécessités économiques et démographiques, et en consolidant les rôle des Etats dans la protection des droits de tous les travailleurs. Les critères pourraient comprendre une réponse au mouvement des peuples dans l’agenda commercial mondial et les progrès effectués au niveau national dans l’application des conventions internationales en rapport avec les travailleurs, notamment la ratification et l’exécution de la Convention de l’ONU sur les travailleurs migrants et la Convention de l’OIT sur les travailleurs domestiques.
- Des modèles et des structures pour répondre spécifiquement aux besoins et aux **droits des femmes migrantes**, dont des politiques et des programmes permettant aux travailleuses de choisir entre migrer ou rester dans le pays d’origine, ainsi qu’une législation permettant aux travailleuses, indépendamment de leur statut migratoire, d’avoir accès aux services de base ; des moyens d’accès au système judiciaire ; et la protection contre toutes formes de violence. Les droits des femmes migrantes devraient être l’objet d’un objectif distinct et être en outre abordés en tant que question transversale dans chacun des sept objectifs. De plus, des mécanismes devraient prendre en compte les meilleurs intérêts des enfants, notamment leurs droits, dans le contexte de la migration.

c. Dans le domaine des structures institutionnelles pour la gouvernance de la migration

- Des critères visant la **promotion des bonnes pratiques, ainsi que la promulgation et l’application de la législation nationale** afin de respecter l’ensemble de dispositions des conventions internationales qui concernent les migrants aussi hors du cadre du travail, avec une attention particulière pour le respect des droits dans les politiques d’application des réglementations, des droits à une protection sociale de base et à une procédure équitable.
- **La redéfinition de l’interaction des mécanismes internationaux de protection des droits des migrants**, qui reconnaît le rôle du FMMD et du Groupe mondial sur la migration qui,

bien que dans une mesure limitée, met l'accent sur le mandat particulier de l'OIT pour la protection des travailleurs, et s'aligne de façon plus cohérente avec l'activité de protection d'organismes comme l'OIT, l'OIM, le HCR et l'ONUDC. Cette interaction serait cohérente avec la structure normative de l'ONU et impliquerait une évaluation approfondie de la procédure du FMMD incluant des questions de responsabilité, de transparence, d'inclusion et de résultats. Un des objectifs serait d'institutionnaliser la participation de la société civile dans les futurs mécanismes de gouvernance.

La société civile reconnaît le rôle central des Etats dans la législation et l'application de politiques efficaces concernant la migration, le développement et les droits humains, ainsi que l'obligation des Etats de protéger les droits des migrants. Nous demandons au Deuxième Comité de l'ONU de fournir une réponse substantielle à la manière dont la proposition susmentionnée sera intégrée dans les délibérations et les résultats du DHN. En retour, la société civile se tient prête à soutenir le plan quinquennal en tant que défenseur et en tant que partenaire.

Soutenu par:

Organisations Internationales

African Commission of Health Promoters and Human Rights and Culture of Afro-Indigenous Solidarity
Association for Women's Rights in Development, AWID
Augustinians International
Caritas Internationalis
Center for Migrant Advocacy, Philippines (CMA-Phils)
Centro de Derechos Humanos de la Universidad Nacional de Lanús (CDHUNLA).
December 18 vzw
Global Alliance Against Traffic in Women (GAATW)
Global Migration Policy Associates, GMPA
International Council of Jewish Women (ICJW)
International Council of Psychologists
International Council of Women
International Federation of Business and Professional Women
International Federation of Settlements and Neighborhood Centers
International Movement For Fraternal Union Among Races and Peoples (UFER)
International Network on Migration & Development
International Presentation Association (IPA)
International Presentation Association of the Sisters of the Presentation
Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice (IIMA)
La Strada International
Marianists International
Passionists International
Platform for International Cooperation for Undocumented Migrants (PICUM)
Poverty Elimination and Community Education/ PEACE Foundation
Religions of the Sacred Heart of Mary, RSHM
Scalabrinii International Migration Network (SIMN)
Solidarity Center
Terre Des Hommes International Federation
The International Catholic Migration Commission
The International Detention Coalition (IDC)
Transient Workers Count Too, TWC2
UNANIMA International
VIVAT International
Women & Global Migration Working Group
World Federation of Ukrainian Women's Organizations

Organisations Régionales

Espacio Sin Fronteras
Pan African Network in Defense of Migrants Rights, PANiDMR, African region
Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia Y Desarrollo, (PIDHDD)

Organisations Nationales et Locales

BASUG-Diaspora and Development, Netherlands
Border Angels, US

Canadian Labor Council, CLC, Canada
Caritas Lebanon Migrant Center (CLMC)
Caritas Sweden
Catholic Migrant Farmworker Network, US
Centre for Migrants Rights & Development, Sri Lanka
Champaign-Urbana Immigration Forum
Coalición de DerechosHumanos
Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd
Daughters of Charity
Dominican Leadership Conference, US
Economic Resource Center for Overseas Filipinos (Ercof) PhilsInc
Euskadi de ApoyoInmigrantes, España
Filipino Advocates for Justice, FAJ, US
Forum Human Rights, Germany
Gray Panthers
Holy Spirit Missionary Sisters, USA
Human Rights Council of Australia
KASAPI-Hellas, the Unity of Philippine Migrant Workers, Greece
KISA – Action for Equality, Support, Antiracism, Cyprus
Maryknoll Sisters
Mesa de TrabajosobreMigracionesLaborales (MTML), Ecuador
Migrant Rights Centre, Ireland
Migrant Workers Rights-Canada
Missionary Oblates of Mary Immaculate (OMI)
MovimientoMigranteMesoamericano, Mexico
Mujeres para el Diálogo, AC
OKUP (OvibashiKarmiUnnayan Program), Bangladesh
Pakistan Rural Workers Social Welfare Organization (PRWSWO)
People's Movement for Human Rights Learning (PDHRE)
Philippine Women's Network, Babaylan, Denmark
Presentation Justice Network, Ireland
Presentation Sisters of the Blessed Virgin Mary (PBVM), Phillipine
Presentation Sisters of Western Australia
Presentation Sisters, Southwest Province, Ireland
Queensland Presentation Congregation, Australia
Rechercheset Documentation JuridiquesAfricaines
RED NACIONAL GENERO Y ECONOMIA
RED NACIONAL GENERO Y ECONOMIA -Mujeres para el Diálogo, AC
Rehabilitation and Development Organization for Landless, RADOL
Respect Network in Europe
Sadanand Degree College, India
SHEBA U.S.A.
Siembra, AC
Sisters of Notre Dame de Namur, US
Sisters of St. Joseph of Peace
Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary
Society of Catholic Medical Missionaries, US
The American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations, AFL-CIO, US
The English Province of the Presentation Sisters
The Grail
The Presentation Sisters Lismore

The Public Services Labor Independent Confederation (PSLINK)
Transnational Migrant Platform(TMP)
Unitarian Universalist Association, US
United Methodist Women, US
Utopia Civil Association, Budapest
Visions Solidaires, Togo
Warbe Development Foundation, Bangladesh
Welfare Association of Repatriated Employees (WARBE DEV)
World Christian Life Community
Youth Action Nepal